La mise en scène du fait divers dans les colonnes du journal *l'Humanité* (1904-1939)

Alexandre COURBAN

Docteur en histoire
Membre associé à l'Institut d'histoire contemporaine
UMR CNRS 5605
Université de Bourgogne
alexandre.courban@wanadoo.fr

L'objectif de la présente recherche est de déterminer la place accordée par la rédaction du journal *l'Humanité* au traitement du fait divers, en dépit de l'impression légitime qu'il ne s'agirait a priori pas de la vocation première du quotidien socialiste (ou communiste) de développer ce genre d'informations. Concrètement, il s'agit ici de s'intéresser à la façon dont le fait divers est mis en scène dans les colonnes de *l'Humanité*, de sa fondation par Jean Jaurès (en avril 1904) jusqu'à son interdiction par le gouvernement Daladier (le 26 août 1939) à la suite de la signature du pacte germano-soviétique. Pour traiter cette question, nous avons mesuré l'espace-papier consacré aux faits divers en pourcentage de la surface rédactionnelle. Ces résultats statistiques sont principalement tirés de notre thèse[1], dans laquelle nous avons étudié le contenu du journal à partir d'un échantillonnage de la collection suffisamment conséquent pour obtenir des résultats avec un intervalle de confiance à 95%. Les échantillons ont été constitués en fonction des évolutions de la pagination du journal. Nous avons ainsi retenu trois périodes pour la période socialiste (1904-1914), cinq pour la période de la Première Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre (1914-1920) et cinq enfin pour la période communiste (1921-1939). Pour chacune de ces périodes, nous avons intégralement dépouillé 30 numéros afin de connaître la surface occupée par chacun des objets (articles, annonces, dessins, etc.), soit 30 numéros qui représentent

au total près de 41 500 unités. Ensuite, ces unités ont été classées selon une typologie classique (politique, international, mouvement ouvrier, fait divers, culture) afin d'estimer la part réservée dans les colonnes du journal à tel ou tel thème.

Cette recherche s'appuie donc principalement sur le dépouillement du quotidien *l'Humanité*, sans négliger pour autant les ambitions de la rédaction du journal ou les attentes de son principal commanditaire. Il est possible en effet de saisir – au moins partiellement – les intentions de la direction du journal (ou du parti) grâce à diverses sources ou archives : 1. le journal lui-même, dont la lecture en continu permet de repérer l'apparition (ou la disparition) de certaines rubriques ; 2. les éléments des différentes campagnes de promotion en faveur du journal (comme les affiches ou les tracts) dont l'analyse permet de connaître davantage les intentions de la direction du journal (ou du parti) en matière de contenu ; 3. les moyens spécialement mis à la disposition de la rédaction pour couvrir tel ou tel événement ou bien les demandes explicites de la direction du parti communiste, indications connues grâce aux comptes rendus des réunions des divers organismes de direction du parti communiste ; 4. les interventions de l'État, comme les demandes du bureau de presse pendant la Première Guerre mondiale qui invitent la rédaction de *l'Humanité* à censurer tel ou tel article.

Nous analyserons ainsi la place réservée au fait divers dans les colonnes de *l'Humanité* par rapport aux autres thèmes développés dans les pages du journal, à partir notamment des changements que connaît le quotidien dans sa matérialité (maquette, pagination). Ces modifications renvoient aux nombreux débats autour de la formule du journal : organe de parti *vs.* quotidien politique d'informations. Nous indiquerons également les différentes façons de rendre visible le fait divers en montrant les différents choix éditoriaux effectués, par exemple en faveur de la création d'une rubrique spécifique ou de la publication en première page plutôt qu'en pages intérieures de ce genre d'informations. Enfin, nous verrons comment le traitement du fait divers contribue à modifier les modalités de travail de la rédaction de *l'Humanité* entre 1904 et 1939.

Mise en scène du fait divers dans les colonnes du quotidien socialiste (1904-1914)

D'une manière générale, la place du fait divers dans les colonnes du journal dirigé par Jean Jaurès (avril 1904-juillet 1914) progresse comme le montre le tableau n°1, qui retrace la place du fait divers dans les colonnes de *l'Humanité* selon les différentes formules que connaît le journal :

Tableau n°1 : Espace - papier consacré au fait divers en pourcentage de la surface rédactionnelle d'avril 1904 à juillet 1914

	avril 1904 - décembre 1906	janvier 1907 - décembre 1912	janvier 1913 - juillet 1914
moyenne empirique - intervalle (1,96)	6,57%	7,22%	9,35%
moyenne empirique + intervalle (1,96)	8,32%	9,88%	12,29%

D'avril 1904 à décembre 1906, les faits divers se situent quasiment au dernier rang des différentes catégories d'informations publiées, derrière l'actualité politique, l'actualité du mouvement ouvrier ou l'actualité internationale. Néanmoins, les faits divers occupent une surface qui est loin d'être négligeable, comparable à la surface occupée par les diverses informations traitant de la vie interne des organisations du mouvement ouvrier (convocations, comptes rendus, etc.)[2], soit entre une colonne et demie et deux colonnes.

Il est par ailleur intéressant de remarquer qu'à partir du mois de janvier 1907, la rédaction du quotidien socialiste réserve davantage de place aux faits divers qu'aux informations internationales – et ce, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale – malgré l'aggravation de la situation internationale. Le renouvellement de la maquette, consécutif au lancement d'une nouvelle société après la liquidation de la première en décembre 1906, permet d'accroître la part réservée aux faits divers, principalement dans les pages intérieures du journal socialiste (entre 10% et 19% de la page).

Enfin, le passage de quatre à six pages en janvier 1913 marque une césure importante dans la façon de traiter ce genre d'informations dans *l'Humanité*. Désormais, le fait divers est plus régulièrement mis à la Une du quotidien socialiste. Rares sont les journées où le fait divers est absent de la première page. Ce redéploiement s'opère au détriment des informations liées à l'actualité sociale, qui diminuent de moitié au profit du fait divers qui bénéficie de 7% à 14% de la surface de la première page.

Nouvelles façons de présenter les faits divers

Les faits divers publiés dans *l'Humanité* ressemblent aux récits publiés dans les autres journaux[3]. Ce sont généralement des textes relativement courts, vraisemblablement réécrits à partir des dépêches reçues par le quotidien, publiés selon une cohérence géographique, conformément aux titres explicites de la rubrique « Paris/Banlieue/France » ou « À travers Paris », et non selon le type de fait divers comme pour d'autres titres de

la presse[4]. Ce genre d'informations est rarement illustré, même après l'apparition de la photographie dans *l'Humanité* en mars 1907.

D'avril 1904 à décembre 1906, les faits divers sont principalement publiés en troisième page et ne paraissent en première page qu'à la suite d'événements exceptionnels, comme le séisme de Valparaiso du 16 août 1906, particulièrement meurtrier, ou bien pouvant donner lieu à une interprétation politique forte comme après la catastrophe de Courrières en mars 1906.

Finalement, les faits divers sont d'abord publiés en pages intérieures, puis par la suite non seulement en première page mais aussi en deuxième, troisième ou quatrième page, à côté des autres informations.

Au tournant de l'année 1910, une nouvelle rubrique distingue les accidents du travail des autres types de faits divers, regroupés sous le titre « Les rentes des travailleurs ». Ce choix éditorial est significatif des options partisanes défendues par le quotidien socialiste : « *Lyon, 4 juin [1910]. Hier matin à dix heures, un ouvrier nommé Joseph Vigneux était occupé à décharger un wagon de calcaire à l'usine Saint-Gobain quand il découvrit un détonateur pour boîte de dynamite fixé à deux fils de cuivre. Il prit ce détonateur avec la main gauche pour le jeter en dehors du wagon. Une explosion se produisit. L'ouvrier eut le pouce et l'index coupés ainsi que plusieurs autres blessures ou contusions*[5]. »

Journalistes chargés des faits divers

Les historiens s'accordent souvent à considérer les journalistes chargés des faits divers, sinon comme des « anonymes[6] » parmi le reste des journalistes, du moins comme les plus « précaires[7] » au sein de la profession, en regard du peu d'éléments dont on dispose en général pour reconstituer la composition des rédactions des journaux. Mais la situation au sein de la rédaction du quotidien socialiste est différente. Quelques-uns uns des « faits diversifiers » ou des « tribunaliers » sont, à défaut d'être totalement connus, du moins identifiés au sein de la rédaction parmi les autres journalistes dès la fondation du journal en avril 1904, comme par exemple les militants socialistes :

– Jules Uhry, avocat, chargé des comptes rendus des tribunaux de février 1907 à novembre 1919 ;

– Raymond Figeac, journaliste à *l'Humanité* de janvier 1905 à décembre 1920 ;

– Antoine Peretti, qui intègre la rédaction en janvier 1913 au moment du passage de quatre à six pages et meurt pendant la Première Guerre mondiale au combat le 20 juillet 1916.

D'autres collaborateurs demeurent toujours inconnus à ce jour, comme quelques-uns des correspondants locaux du quotidien socialiste qui envoient également ce genre d'informations à la rédaction parisienne (à l'image du correspondant de Grenoble[8] ou de celui de Laval[9]).

Le lancement de la formule à six pages, en janvier 1913, marque également un tournant dans l'organisation de la rédaction. De 1906 à 1912, les rédacteurs chargés du « fait divers de la vie sociale[10] » se distinguent des autres journalistes attachés aux autres rubriques.

À partir de 1913, les rédacteurs chargés des « faits divers[11] » et les journalistes chargés des « informations parisiennes » sont regroupés au sein d'une seule et même rubrique[12]. Ce nouvel organigramme de la rédaction confirme un choix éditorial, celui de l'information dans sa diversité, désormais possible grâce à l'augmentation de la pagination.

La mise en scène du fait divers dans les colonnes du quotidien socialiste rappelle l'importance des choix éditoriaux dans la place qui est réellement réservée à ce genre d'informations. Avant de devenir un journal socialiste à six pages (1913-1914) ou d'être le journal du mouvement socialiste (1907-1914), le journal du citoyen Jaurès (1904-1906) est peu enclin à publier des faits divers.

En janvier 1913, l'augmentation de la pagination permet – pour la première fois – d'organiser ses pages intérieures, en distinguant ce qui relève du journal de parti de ce qui relève du quotidien d'informations, sans rien sacrifier à sa raison d'être.

Le fait divers dans les colonnes d'un journal en guerre (1914-1920)

À défaut de savoir si les faits divers (vols, assassinats, etc.) sont en baisse pendant la Première Guerre mondiale – « *parce que la violence sociale se déchaîne autrement sur le front* », ce que soutiennent certains historiens de la presse[13] – il est en revanche certain que la part des articles consacrés au fait divers dans les pages du quotidien socialiste est nettement moins importante en temps de guerre qu'en temps de paix.

Une maquette profondément bouleversée

D'une manière générale, la place du fait divers dans les colonnes de *l'Humanité* pendant la Première Guerre mondiale est assez faible comme le montre le tableau n°2 :

Tableau n°2 : Espace papier consacré au fait divers en pourcentage de la surface rédactionnelle d'août 1914 à décembre 1920

	août 1914-déc. 1914	déc. 1914-janv. 1917	fév. 1917-août 1917	sept. 1917-mars 1919	mars 1919-déc. 1920
moyenne empirique - intervalle (1,96)	1,49%	2,60%	0,83%	2,17%	2,78%
moyenne empirique + intervalle (1,96)	4,72%	3,75%	2,61%	6,46%	4,89%

Au cours de la guerre et dans l'immédiat après-guerre (août 1914 - décembre 1920), les faits divers occupent pour ainsi dire à nouveau le dernier rang du classement des différents types d'informations publiées selon leur importance dans la maquette du journal, juste devant les informations non classées ou les éléments consacrés à la vie du journal. Pendant quelques semaines (2 août 1914 - 19 décembre 1914), le journal est réduit à deux pages. Par conséquent, la première page est très largement réservée à la guerre ; les faits divers occupent néanmoins entre 3% à 8% de la deuxième et dernière page.

Le retour à quatre pages quotidiennes (20 décembre 1914 - 24 septembre 1916) ou quasi quotidiennes (25 septembre 1916 - 11 février 1917) entraîne une publication plus régulière des faits divers, qui sont également plus nombreux dans les colonnes du quotidien, comme en témoigne l'espace qui leur est en général réservé en deuxième page, où ils occupent entre 8% et 13% des colonnes.

Au cours de l'année 1917, l'adoption pendant quelques mois (11 février 1917 - 30 août 1917) d'un nouveau format, deux fois plus petit que le format traditionnel du quotidien socialiste, marqué par la réduction du « colonnage » (de six à quatre colonnes), concorde avec une nouvelle baisse de la part réservée aux faits divers dans les colonnes du journal.

En revanche, le retour au format traditionnel à six colonnes (1er septembre 1917 - 21 mars 1919) est marqué par un accroissement de l'espace réservé aux faits divers, à nouveau publiés en première page dont ils occupent jusqu'à 7% de la surface.

Enfin, le retour à quatre pages quotidiennes (22 mars 1919 - 31 décembre 1920) permet de pérenniser certains choix éditoriaux antérieurs à la Première Guerre mondiale, notamment celui de publier les faits

divers en première page, tout en continuant de leur réserver un espace dédié principalement en deuxième page (entre 7 et 12% des colonnes).

Pendant la Première Guerre mondiale, le rationnement du papier journal conduit à renouveler très régulièrement la maquette du journal. La difficulté de trouver du papier journal invite également la rédaction du quotidien à sélectionner, parmi la masse des informations disponibles, les nouvelles qui sont prioritaires. Au final, ce choix s'effectue rarement en faveur du fait divers.

Les faits divers confrontés à la censure pendant la Première Guerre mondiale

La publication des faits divers est également soumise aux directives de la censure[14]. En effet, les demandes du bureau de presse concernent également les faits divers, visés par 2% des recommandations adressées à la rédaction de *l'Humanité* entre janvier 1915 et juillet 1919 (contre 48% pour les informations concernant la guerre, 16% pour les informations politiques, 17% pour les informations internationales et 4% pour les informations diverses[15]).

Les faits divers sont plus fréquemment visés par la censure à partir du mois de septembre 1917. Ces directives représentent désormais 6% de l'ensemble des consignes adressées à *l'Humanité* entre septembre 1917 et mars 1919[16]. Cette tentative de contrôle de tous les faits pouvant démoraliser les Français paraît être l'une des solutions proposées pour améliorer le « moral » des Français, jugé médiocre ou mauvais dans 44 départements[17].

D'après un premier sondage réalisé à partir de la collection de *l'Humanité* et des morasses visées par la censure, il apparaît que les simples faits divers sont moins concernés par la censure que les « grandes affaires » réelles ou supposées. Cette différence est de l'ordre d'un fait divers à modifier pour deux articles à censurer à propos de « grandes affaires ». Les interventions de la censure visent le plus souvent à obtenir la suppression de quelques mots, souvent quelques précisions, comme le nom d'une usine[18] ou certains détails d'une instruction en cours[19].

Dans le cas des affaires, comme dans celle de soldats frauduleusement réformés[20] ou bien encore celle du Bonnet Rouge[21], journal vivant en partie de subsides versés par les Allemands[22], les demandes de la censure visent à obtenir la suppression de passages plus importants. Enfin, le bureau de presse s'emploie également à faire taire certaines critiques portées à l'encontre de la justice militaire en temps de guerre[23]. Il s'agit en définitive de rendre plus difficilement compréhensibles certains désordres. Il convient par exemple de ne pas renseigner les ennemis

désignés (aussi bien ceux de l'intérieur que ceux de l'extérieur) des agissements des autorités.

Toutes ces demandes ne sont pas appliquées de la même façon par la rédaction du quotidien socialiste. Plus de la moitié des 24 consignes concernant les faits divers adressées entre septembre 1917 et mars 1919 ne sont pas respectées par le journal, selon le point de vue des autorités[24]. En effet, il arrive parfois que la rédaction du quotidien censure partiellement un article alors que le bureau de presse en demande la suppression dans son intégralité. La rédaction explique ainsi en octobre 1917 avoir supprimé 206 lignes d'un article consacré aux circonstances de l'arrestation de Bolo Pacha[25], sans pour autant que les services de la censure ne prennent la suppression de ce passage en considération[26]. Le journal refuse par exemple de censurer une phrase, apparemment anodine, comme dans un article de son directeur Pierre Renaudel paru le 17 janvier 1918, où il rappelle que l'on ne connaît pas le détail des pièces saisies, ajoutant : « *Et pendant ce temps l'opinion publique s'énerve. Les manifestations commencent* », cette dernière phrase, en italique dans le texte, étant maintenue dans l'édition de *l'Humanité*, malgré la demande formelle de la supprimer à cause de l'emploi du terme de « *manifestation*[27] ».

Globalement, la rédaction du quotidien socialiste refuse de réécrire les articles consacrés aux affaires tandis que la direction du journal accepte la suppression de quelques brèves consacrées à de simples faits divers[28], sauf après la fin des hostilités[29], la censure fonctionnant jusqu'à la levée de l'état de siège en octobre 1919. En plaçant du jour au lendemain le discours du quotidien à la fois sous le contrôle du pouvoir politique (mise en place de la censure) et économique (réduction de la pagination), les journalistes sont obligés de « bricoler » pour être lus. Les faits divers n'échappent pas à ce contexte et sont également soumis aux modifications des règles de l'écriture. Il reste au lecteur à décrypter ce qu'il lit ou ce qu'il voit dans les colonnes du journal pendant la Première Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre.

Mise en scène du fait divers dans les colonnes de l'organe central du parti communiste (1921-1939)

Après le passage de *l'Humanité* du socialisme au communisme, le choix éditorial de publier des faits divers est rapidement mis en cause, comme nous le rappelle l'examen du projet de thèses sur les structures et l'organisation des partis communistes lors du Troisième congrès de l'Internationale Communiste (Moscou, 22 juin-12 juillet 1921) dont quelques-uns des articles concernent la presse.

Les responsables des journaux communistes sont invités à publier des lettres d'ouvriers supposées refléter la réalité de leur vie quotidienne plutôt que de réserver une partie de leurs colonnes aux informations sensationnelles en tout genre (exploits sportifs, faits divers, etc.). Ces dernières ne peuvent que satisfaire un public imaginé comme nécessairement hétérogène, et non la classe ouvrière qui est principal lectorat visé.

En septembre 1924, l'administrateur du quotidien, Georges Marrane, se donne pour objectif de convaincre les lecteurs du journal que « *le devoir d'un ouvrier conscient n'est pas de lire les romans-feuilletons ou les faits divers les plus scabreux étalés complaisamment en première page et à la faveur de quoi on présente une information politique et sociale habilement déformée ou commentée en faveur de la bourgeoisie, mais de s'intéresser avant tout aux grands problèmes de lutte des classes qui se posent devant le prolétariat*[30] ».

Au printemps 1926, la réorganisation du quotidien communiste sur la base d'un journal à six pages pose à nouveau la question de la place et de la nature de l'information dans les colonnes de *l'Humanité*. Selon Paul Vaillant-Couturier, promu rédacteur en chef, l'augmentation de la pagination doit permettre de « *concilier la conception d'un journal politique de classe avec celle d'un organe d'information* » et de faire du journal « *le grand quotidien d'information de classe des travailleurs*[31] ».

Cependant, alors même que la « bolchevisation » perd une partie de sa dimension idéologique initiale[32], la place du fait divers dans les colonnes de *l'Humanité* est incertaine, comme le montre l'un des tracts édités pour la promotion de la nouvelle formule du journal (voir illustration en annexe) qui dénigre le genre, réduit à l'histoire de « *la Dame qui perd tous les soirs son collier de perles dans un taxi…* ». Ce même document pose la question de l'opportunité de publier, et donc de lire ou de voir, « *les photographies d'assassins, les potins scandaleux et les biographies de courtisanes*[33] » (voir annexe).

Finalement, la seule façon théorique de traiter du fait divers dans les colonnes du quotidien communiste est d'apprendre à les traiter autrement, comme le rappelle la direction du parti à un lecteur dans une tribune de discussion consacrée à la situation du quotidien[34]. Il convient à la fois d'adopter un point de vue de classe, et de bien écrire. Alors que tout le monde peut comprendre la signification du point de vue de classe, plusieurs interprétations existent quant au sens à donner au « bien écrit ».

La part de l'espace-papier consacré au fait divers

Au-delà des débats sur l'opportunité ou non de publier des faits divers dans les colonnes du quotidien communiste, il apparaît que l'espace consacré aux faits divers est différent, selon les formules éditoriales mises en œuvre, comme le montre le tableau n°3 (même si durant l'entre-deux-guerres (janvier 1921 - août 1939), les faits divers occupent toujours pour ainsi dire le dernier rang du classement établi selon la part de l'espace-papier consacré aux différentes informations en pourcentage de la surface rédactionnelle).

Tableau n°3 : Espace-papier consacré au fait divers en pourcentage de la surface rédactionnelle (janvier 1921 - août 1939)

	janv. 1921- janv. 1926	avril 1926- mars 1934	avril 1934- oct. 1935	nov. 1935- nov. 1936	déc. 1936- août 1939
Moyenne empirique - intervalle (1,96)	3,09%	6,62%	5,26%	3,50%	6,42%
Moyenne empirique + intervalle (1,96)	5,10%	8,85%	6,76%	5,04%	8,75%

La place du fait divers en première page est définitivement acquise après le lancement de la formule à six pages en avril 1926. Selon l'importance de la pagination, certaines pages intérieures consacrent également davantage de place aux faits divers, notamment la deuxième page (janvier 1921 - mars 1926 ; novembre 1935 - août 1939) ou la troisième page (avril 1926 - octobre 1935).

Enfin, il est intéressant de noter qu'après le lancement d'une édition parisienne à huit pages (décembre 1936 - août 1939), chacune des deux pages de l'édition parisienne consacre entre 10 et 20% de ses colonnes à la publication de ce genre d'informations. Un sondage dans quelques-unes des éditions régionales mises en place pour élargir l'audience du quotidien communiste semble confirmer le lien entre une édition de proximité et la publication de fait divers, notamment dans les diverses éditions de *l'Humanité du Midi* imprimées à Nîmes (1er décembre 1923 - 30 novembre 1925).

Entre nouveauté et continuité

La rédaction de *l'Humanité* des « années communistes » ne paraît pas apporter d'innovations majeures en termes de rubrique dans la façon d'organiser le fait divers dans les colonnes du journal par rapport à *l'Humanité* des « années socialistes ». Au milieu des années 1920, une rubrique intitulée « La vie tragique des travailleurs » se présente comme l'équivalent de la rubrique « Les rentes des travailleurs » publiée avant la Première Guerre mondiale, laquelle rubrique change à nouveau de nom au milieu des années 1930 pour s'intituler « Morts pour le capital[35] ». Puis, les accidents du travail finissent par être publiés dans le prolongement de la cinquième page placée sous la responsabilité de la rubrique sociale.

Au milieu des années 1930, quelques faits divers sont publiés en troisième page dans une rubrique dont le titre n'est pas sans rappeler la première rubrique consacrée aux faits divers dans les colonnes de *l'Humanité* (« Paris / Banlieue / France ») – à un détail près – puisque cette rubrique distingue « *ce qui se passe… dans la région parisienne… dans les départements… dans le monde* » de ce qui se passe « *… en URSS*[36] » (sic).

Un rédacteur chargé des faits divers : Louis Aragon

La participation réelle de Louis Aragon à *l'Humanité* bouscule l'idée communément admise d'un homme momentanément égaré pour des raisons alimentaires au sein de la rédaction du quotidien communiste où il ne s'occuperait que des « *chiens écrasés*[37] ». D'avril 1933 à mai 1934, Louis Aragon est en effet l'un des 25 rédacteurs réguliers du journal. Il travaille au sein de la rubrique des informations politiques où il est personnellement responsable de l'actualité concernant les intellectuels, mais aussi les petits commerçants. C'est également l'un des rédacteurs chargés des informations générales. Il doit s'intéresser à « *tous les faits intéressants la vie des travailleurs : accidents du travail, expulsions, scandales de toutes natures* ». Enfin, il est également chargé de participer à la rubrique sociale. De la fin du mois d'août à la fin du mois de septembre 1933, Louis Aragon rend compte quotidiennement de l'affaire Violette Nozière. Cette jeune femme est condamnée à mort pour avoir empoisonné son père incestueux. Sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. Elle sera réhabilitée en 1963. En décembre 1933, Aragon enquête avec Pierre Mars sur la catastrophe ferroviaire de Lagny (Seine-et-Marne) : « *Deux cent vingt morts au tableau des gros actionnaires de l'Est*[38]. »

Aragon, comme la plupart des journalistes de *l'Humanité*, signe rarement les brèves qu'il fournit, mais il est possible, grâce au travail

d'Yves Lavoinne (2004), de connaître quelques-uns des nombreux entrefilets anonymes sur les faits divers rédigés par Aragon. Ces récits expriment un point de vue de classe qui s'accompagne toujours d'ironie comme l'indique ces quelques titres : « *Il avait tué son beau-père et sa fille / Une mort chrétienne*[39] » ; « *Crime de propriétaire / La vie pour les poulets*[40] » ; « *Un propriétaire se défend / Charcutier de son état, c'est au cœur qu'il frappe*[41] ». Le plus célèbre des journalistes du quotidien communiste, notamment chargé des faits divers durant l'entre-deux-guerres, a une façon très personnelle d'écrire sur le sujet et n'est pas particulièrement imité par la suite.

Finalement, la façon de traiter les faits divers au sein de *l'Humanité* durant l'entre-deux-guerres est un exemple des difficultés rencontrées par les rédacteurs communistes pour faire coexister dans les colonnes du quotidien une formule qui puisse satisfaire à la fois les partisans de l'organe central du Parti communiste et les lecteurs intéressés par le journal communiste d'informations. La mise en scène du fait divers dans *l'Humanité* (de 1921 à 1939) illustre d'une certaine manière la tension perpétuelle entre les deux formules du quotidien.

Au premier abord, le fait divers parait absent des préoccupations de la direction ou de la rédaction de *l'Humanité* au cours de la première moitié du 20e siècle. La publication de ce genre d'informations n'est pas en général considérée comme un argument de vente en faveur du journal, sauf lorsqu'il s'agit de dénoncer la vénalité de la presse comme lors de la publication des documents Raffalovitch[42] (voir illustration plus loin). Une campagne en faveur de la promotion du journal organisée par l'administration du quotidien utilise même au milieu des années 1920 le refus de la rédaction d'offrir des faits divers à ses lecteurs comme une raison supplémentaire d'acheter le quotidien[43] (voir annnexe 2).

Mais à y regarder de plus près, la rédaction du quotidien socialiste puis communiste ne néglige pas pour autant cette rubrique parmi les plus lues. La rédaction de *l'Humanité* utilise le fait divers pour susciter la réaction, provoquer l'indignation ou encourager les manifestations face à l'ordre établi. Dans cette configuration, les accidents du travail paraissent les principaux faits divers qui intéressent la rédaction du quotidien. L'usage politique de l'information conduit la rédaction du journal à mettre en scène les faits liés aux bouleversements sociaux plutôt que de mettre en spectacle de façon sensationnelle des informations jugées sans intérêt, sauf quand la réalité se confond par le biais de l'écriture journalistique avec la fiction, comme sous la plume d'Aragon. Une sorte de mélange des genres où, finalement, le registre d'écriture du fait divers se rapproche de celui du roman-feuilleton, pour la promotion duquel

l'administration du journal n'hésite pas à mettre en avant quelques aspects sensationnels de l'histoire, évoquant par exemple des aventures « *de crime et de mystère, de passion et d'audace où pleure silencieusement l'amour*[44] » ■

Notes

1. A. COURBAN, 2005.
2. Id., p. 119
3. A.-C. AMBROISE-RENDU, 2004 a.
4. A.-C. AMBROISE-RENDU, 2004 b.
5. *L'Humanité*, 5 juin 1910.
6. A.-C. AMBROISE-RENDU, 2004 b.
7. C. DELPORTE, 1999.
8. *L'Humanité*, 17 mai 1913.
9. *L'Humanité*, 30 août 1913.
10. *L'Humanité*, 5 avril 1906.
11. *L'Humanité*, 20 janvier 1913.
12. *L'Humanité*, 20 janvier 1913.
13. G. FEYEL, 1999, p.148.
14. O. FORCADE, 2000.
15. A. COURBAN, 2005, p. 677.
16. *Id.*, p. 675.
17. J.-M. MAYEUR, 1984, p. 242.
18. Archives du Service Historique de la Défense (Vincennes) désormais abrégées SHD 5N431 (09/10/1915).
19. SHD 5N440 (30/10/1917) ; 5N441 (19/01/1918) ; 5N442 (26/05/1918) ; 5N443 (25/07/1918) ; 5N444 (17/11/1918) ; idem (24/11/1918).
20. SHD 5N431 (18/12/1915).
21. SHD 5N440 (26/09/1917) ; 5N442 (28/04/1918) ; idem (16/05/1918).
22. P. ALBERT, 1972, pp.432-441.
23. SHD 5N346 (07/11/1916) ; 5N442 (30/05/1918).
24. A. COURBAN, p. 675.
25. *L'Humanité*, 4 octobre 1917. Voir sur l'affaire « Bolo Pacha » : P. ALBERT, 1972, pp. 432-433.

26. SHD 5N440 (04/10/1917).

27. Rapport adressé à la présidence du Conseil dans la nuit du 16 au 17 janvier 1918, SHD 5N518.

28. SHD 5N429 (25/01/1915) ; 5N430 (04/07/1915) ; 5N431 (09/10/1915) ; idem (21/10/1915) ; 5N442 (16/03/1918) ; idem (25/03/1918).

29. SHD 5N544 (09/12/1918).

30. *L'Humanité*, 5 septembre 1924.

31. *L'Humanité*, 30 avril 1926.

32. Serge WOLIKOW, 2001, p.35.

33. Centre des Archives Contemporaines (Fontainebleau) désormais abrégé CAC 20010216/40/1063.

34. *L'Humanité*, 12 janvier 1932.

35. *L'Humanité*, 1er avril 1934.

36. *L'Humanité*, 4 janvier 1936.

37. Y. LAVOINNE, 2004.

38. *L'Humanité*, 23 décembre 1933.

39. *L'Humanité*, 18 juin 1933.

40. *L'Humanité*, 19 juin 1933.

41. *L'Humanité*, 22 juin 1933.

42. CAC 20010216-40-1063.

43. *Id.*

44. *L'Humanité*, 26 juin 1905.

Références bibliographiques

ALBERT Pierre (1972), « L'apogée de la presse française (1880-1914) », in BELLANGER Claude, GODECHOT Jacques, GUIRAL Pierre & Fernand TERROU, *Histoire générale de la presse française. Tome 3 (de 1871 à 1940)*, Paris, PUF, pp.239-405.

AMBROISE-RENDU Anne-Claude (2004), « L'autre information dans l'Humanité : le crime, la catastrophe, le sensationnel. (1904-1914) », in DELPORTE Christian, PENNETIER Claude, SIRINELLI Jean-François & Serge WOLIKOW, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde Éditions, pp.43-57.

AMBROISE-RENDU Anne-Claude (2004), *Petits récits des désordres ordinaires. Les faits divers dans la presse française des débuts de la IIIe République à la Grande Guerre*, Paris, Seli Arslan, 332 p.

CERTEAU Michel (de) (1990), *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Folio, 350 p.

COURBAN Alexandre (2005) *L'Humanité (avril 1904-août1939). Histoire sociale, politique et*

culturelle d'un journal du mouvement ouvrier français, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Wolikow soutenue le 14 décembre 2005, 864 p.

DELPORTE Christian (1999), *Les journalistes en France. 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Seuil.

FEYEL Gilles (1999), *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 192 p.

FORCADE Olivier (2000) « Censure, secret et opinion et France de 1914 à 1919 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°58, avril- juin, pp.45-53.

LAVOINNE Yves (2004), « Le fait divers : entre ironie et point de vue de classe. L'entrée d'Aragon à l'Humanité (1933) », in DELPORTE Christian, PENNETIER Claude SIRINELLI Jean-François & Serge WOLIKOW, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde Éditions, pp.139-153.

MAYEUR Jean-Marie (1984), *La vie politique sous la Troisième République*, Paris, Le Seuil, 449 p.

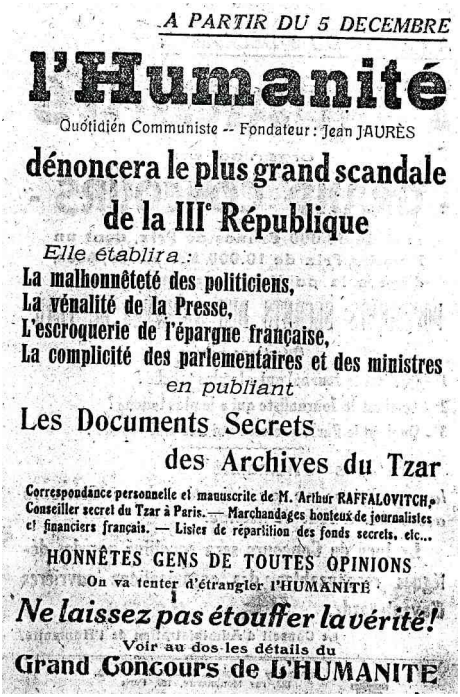
WOLIKOW Serge (2001), « L'Internationale communiste (1919-1943) », *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Ivry-sur-Seine, éditions

Annexe 1

Tract illustré par Georges de Champ pour le lancement de la nouvelle formule du quotidien communiste distinguant les différences entre la « presse bourgeoise » et *l'Humanité* (1926).
(Source : Centre des archives contemporaines [Fontainebleau], 20010216/40/1063)

Annexe 2

Tract annonçant la campagne de Boris Souvarine dans les colonnes de *l'Humanité* contre « la vénalité de la presse » (décembre 1923). (Source : CAC 20010216/40/1063)



A PARTIR DU 5 DECEMBRE

l'Humanité

Quotidien Communiste -- Fondateur : Jean JAURÈS

dénoncera le plus grand scandale de la IIIe République

Elle établira :

La malhonnêteté des politiciens,
La vénalité de la Presse,
L'escroquerie de l'épargne française,
La complicité des parlementaires et des ministres

en publiant

Les Documents Secrets des Archives du Tzar

Correspondance personnelle et manuscrite de M. Arthur RAFFALOVITCH, Conseiller secret du Tzar à Paris. — Marchandages honteux de journalistes et financiers français. — Listes de répartition des fonds secrets, etc...

HONNÊTES GENS DE TOUTES OPINIONS

On va tenter d'étrangler l'HUMANITÉ

Ne laissez pas étouffer la vérité!

Voir au dos les détails du

Grand Concours de L'HUMANITÉ